

Iran

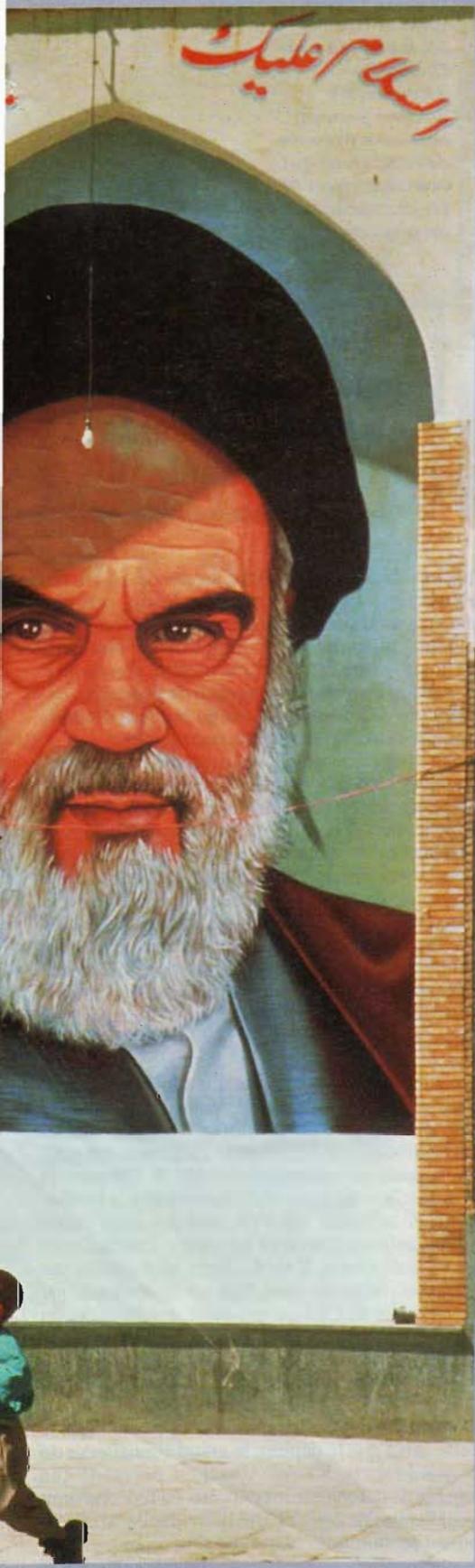
La voie de la libéralisation?

Poids de l'Etat, privilèges des Fondations religieuses, omnipotence du bazar : la jeunesse et le patronat iranien exigent une libéralisation de l'économie locale. Avec l'espoir que la crise afghane aura servi de détonateur. Erreur de jugement ?

Monsieur Zaribaf se sent un peu isolé dans le paysage économique de la République islamique d'Iran. Ce chef d'entreprise et professeur d'économie islamique qui se penche depuis des années sur le Coran pour tenter d'y trouver les principes de fonctionnement d'une société musulmane idéale, ne voit, en effet, pas grand-chose autour de lui qui ressemble à l'économie de ses souhaits.

Installé dans un de ces innombrables immeubles en béton, qui font tristement la ville tentaculaire de Téhéran, il pointe un doigt vers l'activité grouillante de la capitale iranienne, avec une moue d'amertume. Idéaliste sans doute, Monsieur Zaribaf pense que l'économie islamique devrait avoir pour première et dernière fin, la justice sociale, qu'elle ne devrait pas connaître l'usure, ni même le goût de l'argent ou du gain personnel. Mais dans l'Iran islamique issu de la Révolution de 1979, ce qui frappe aujourd'hui avant tout, c'est l'existence de privilèges exorbitants, la dépendance à l'égard du pétrole, le faible encouragement à l'initiative privée, le chômage galopant, — plus de 20 % — et la grandissante injustice sociale. Utopie irréaliste alors, que les savantes déductions coraniques de Monsieur Zaribaf ? C'est vraisemblable. Si, dans la Constitution iranienne, le vœu a été formulé que l'Etat œuvre à la mise en place d'une économie islamique, la législation introduite dans les premières années de la Révolution n'a vraiment touché que le domaine bancaire. Qui plus est : il s'agit seulement de mettre en conformité l'interdit islamique du prêt à intérêts avec des pratiques qui demeureraient, par ailleurs, parfaitement capitalistes. Ainsi le client iranien qui se rend aujourd'hui à la banque Markazi pour déposer de l'argent se voit-il gratifié de quelques bonus au lieu d'intérêts et la banque prêtant de l'argent demande-t-elle en guise d'intérêts, le paiement de frais administratifs. Mais dans l'ensemble des rouages de l'économie iranienne, il n'y a guère davantage de marques du fonctionnement d'une économie proprement islamique. Selon Olivier Roy, spécialiste de l'Asie centrale, l'économie islamique, telle qu'elle a été mise en œuvre, ne semble donc pas vraiment un facteur de transformation de l'économie. «Ce n'est finalement qu'une question de terminologie, un habillage», conclut Thierry Coville en connaisseur de l'économie iranienne.





**KHOMEYNI,
LE PREMIER
PRÉSIDENT DE
LA RÉPUBLIQUE
ISLAMIQUE D'IRAN**
*Il est difficile,
pour le régime
qui a assuré
au nom des
principes
religieux
une haute
protection
des salariés,
de les mettre
aujourd'hui
à la porte.*

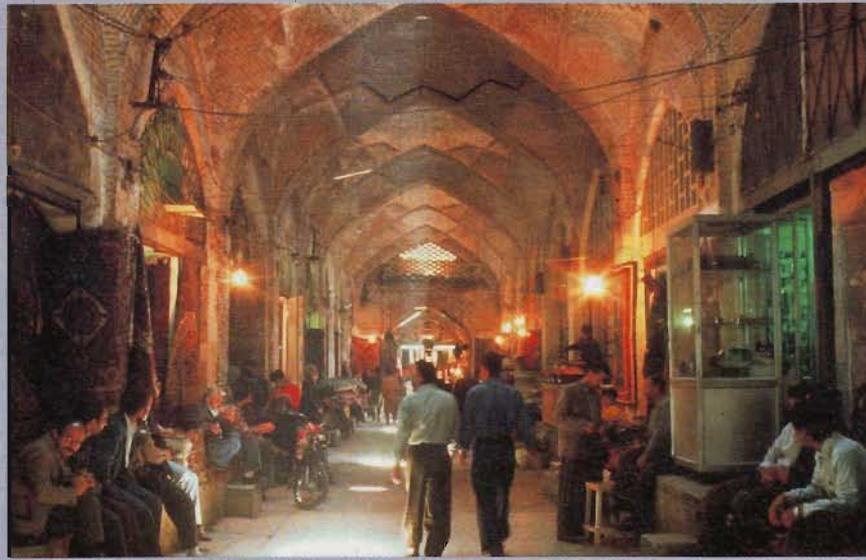
Les gardiens de la Révolution

Après vingt ans d'islamisme, il semble donc que le rêve égalitaire de Monsieur Zaribaf n'ait jamais vraiment vu le jour. Car si en Iran, on peut s'étonner de l'extrême modicité des prix des denrées de première nécessité comme le pain ou l'essence, donc la voiture ou le prix des lignes aériennes intérieures, ce n'est que la face d'une médaille qui a pour envers, la pesanteur et la fermeture d'une économie, essentiellement articulée autour de ces quelques rouages privilégiés que sont l'Etat, les Fondations islamiques, le bazar. L'Etat iranien qui contrôle 85 % du PNB, est le premier acteur économique de l'Iran. Comme dans bon nombre de pays arabo-musulmans, l'Etat tire d'abord son pouvoir de la rente pétrolière, qui constitue 80 % de ses recettes, mais en Iran, il est d'autant plus puissant que l'idéologie nationaliste et islamiste de la Révolution ont conduit à la nationalisation de la plupart des sociétés du pays. Inutile de dire que ces dernières sont aujourd'hui souvent déficitaires, mais que l'Etat ne peut en même temps privatiser et licencier, sans remettre en cause sa légitimité qui prétend toujours à une certaine idée de l'Islam et de la justice sociale. «Il est difficile pour le régime qui a assuré au nom de principes religieux une haute protection des salariés, de les mettre aujourd'hui à la porte», explique Kamal Athari, conseiller en économie au Parlement. Dans la foulée de l'idéologie islamique révolutionnaire, le régime a également pris appui sur ce qu'on appelle en Iran, les Fondations islamiques. Religieuses ou révolutionnaires, ces Fondations se nourrissent au départ des dons des fidèles, mais elles ont aussi hérité des biens confisqués aux proches de la famille royale, dont les richesses incommensurables avaient précisément précipité la chute du régime. Aujourd'hui exemptées d'impôts, elles se sont transformées en de puissants empires fonciers, industriels et financiers, qui contrôleraient près de 40 % du PNB non pétrolier du pays et bénéficieraient d'avantages qui confinent aux abus. Ainsi, autour de la Fondation des déshérités à Téhéran, dont les abords entourés de barbelés et de miradors n'ont rien de très charitable, plane désormais un véritable parfum de scandales, depuis qu'en 1995, le frère de l'ancien directeur de la Fondation Morteza Rafiqhdoust a été condamné à perpétuité et son compère, à mort, pour s'être tous deux, rendus responsables d'une escroquerie de quelque 123 billions de Rials. «Le seul élément privé face à cet Etat tentaculaire est le bazar. C'est le secteur privé traditionnel», explique Mohammed Ali, le directeur des relations publiques de la Chambre de Commerce, d'Industries et des Mines, organe de représentation politique de cette puissante bourgeoisie marchande. Mais les bazaris, qui ont porté l'Ayatollah Khomeini financièrement au pouvoir, en allant jusqu'à lui payer son billet de retour en Iran, se sont très bien accommodés du contrôle étatique, eux qui ne visaient pas à investir dans la production, mais seulement à importer et à exporter, tout en spéculant allègrement sur les différents taux de change... Au bazar de Téhéran, nulle trace donc d'un investissement durable, d'un enrichissement visible qui titillerait l'Etat dans sa volonté dominatrice ; il n'y a au contraire qu'un entrelacs de ruelles sombres, où se côtoient dans une promiscuité apparente des boutiques grandes comme des mouchoirs de poche, au fond desquelles se logent de minables bureaux, qui cachent bien le réel pouvoir des bazaris et leur puissance financière estimée à quelque 500 milliards USD. Ici, lorsque sonne l'heure du déjeuner, les bazaris peuvent ensemble prendre des décisions, qui vont influencer la vie économique du pays entier...

«Face à toutes ces instances de pouvoir, qui sont plus ou moins imbriquées dans l'Etat, assure le journaliste Saïd Leylaz, qui est en même temps directeur d'une société d'après-vente des camions Volvo, vous comprenez qu'il est difficile pour un individu sans relations de se lancer dans une quelconque entreprise.» L'hom- ■■■

L'Etat iranien qui contrôle 85 % du PNB est le premier acteur économique de l'Iran.

PHOTONEWS



LE BAZAR, LE SOUK LOCAL DE TÉHÉRAN
Ici, lorsque sonne l'heure du déjeuner, les bazaris peuvent ensemble prendre des décisions qui vont influencer la vie économique du pays entier.

L'entrepreneur a mauvaise presse en Iran, il représente l'Occident.

■■■ me qui est journaliste auprès du dernier organe de presse rebelle, Norouz, promis, dit-il avec ironie, comme bien d'autres, à la fermeture, accuse le gouvernement d'avoir mis en place un système de redistribution des richesses, bien plus qu'une véritable révolution sociale. Un jeune entrepreneur n'a en Iran presque aucune chance d'obtenir un crédit auprès d'une banque, parce que celle-ci n'a pas d'argent pour les initiatives privées et il aura toutes les peines du monde à décrocher la licence nécessaire au démarrage de ses activités. Keyvan Mohammadi, qui a lancé une agence de voyage l'année dernière, raconte ainsi qu'il n'aurait jamais pu le faire, sans l'argent de son père et que pour obtenir sa licence, il lui a fallu remplir des kilomètres de formulaires, allant jusqu'à devoir rassurer les autorités sur son état civil et ses mœurs privées. «L'entrepreneur a mauvaise presse en Iran, affirme le patron des patrons iraniens, tout en insistant pour rester anonyme, parce qu'il a une connotation peu nationaliste, occidentale, disons, étrangère.» La peur de l'étranger, qui avait obtenu sous le règne des Pahlavis, des avantages exorbitants, la crainte de la désappropriation de ses richesses et donc au bout du compte, de son identité islamique, demeure certainement aujourd'hui le premier motif de la fermeture de l'économie iranienne. S'il n'y a donc pas à proprement parler d'économie islamique en Iran, c'est néanmoins au nom de l'Islam que l'économie iranienne s'est repliée sur elle-même, dans un mouvement de crispation autoritaire.

Un libéralisme naissant

Depuis l'élection à la présidence de la République islamique d'Iran de Mohammed Khatami en 1997, la volonté d'ouverture économique est cependant entrée progressivement dans le vocabulaire de la plupart des partis politiques, à défaut d'être entrée dans les mœurs. Devant les exigences d'une jeunesse éduquée qui ne trouve pas sa place, devant la poussée d'un désir d'émancipation individuelle et les promesses que fait miroiter la mondialisation ailleurs dans le monde, le gouvernement réformateur de Khatami, élu pour un nouveau mandat en 2001, est sur le point de faire passer d'ici mars prochain quelques réformes importantes qui entameront les unes après les autres, les privilèges issus de la Révolution. L'unification des taux de change devrait ainsi mettre fin à la spéculation avantageuse des bazaris et autres marchands bénéficiaires de passe-droits. La fin de l'exemption fiscale des Fondations, prônée par le Guide de la Révolution lui-même, devrait également ramener un peu d'équité dans le paysage industriel. La baisse du taux d'imposition des entreprises, la fin prochaine du monopole d'Etat sur le sucre, le thé, le tabac, le caviar, les télécommunications, l'élargisse-

ment des zones franches déjà existantes sont autant de signes annonciateurs d'une libéralisation de l'économie. Enfin, réforme symbolique s'il en est : la modification en cours de la loi sur les investissements étrangers, qui depuis 1955 limitait entre autres, la participation étrangère à 49 % du capital d'une société, afin de faciliter et de sécuriser les investissements étrangers et de permettre, enfin, aux sociétés étrangères de faire autre chose en Iran que d'ouvrir de bureau ou de vendre de la technologie et du management.

Ces changements ne vont évidemment pas sans une vive opposition de la part des partis et instances du pouvoir conservateur, mais le débat contradictoire et une certaine liberté de ton ont bel et bien envahi l'espace public iranien. Ainsi, le gouvernement réformateur n'a-t-il pas hésité, en janvier dernier, à commettre un «sacrilège», en intentant une action en justice contre les quelques membres d'une Fondation religieuse de Qom, qui auraient importé du sucre pour l'écouler sur le marché intérieur, alors qu'il est formellement interdit en Iran d'en importer pour la consommation locale. «Le gouvernement Khatami a compris qu'une libéralisation de l'économie sans changement politique, ne conduirait qu'à un enrichissement des privilégiés», assure Thierry Coville. Mais, nuance le représentant de la Chambre de Commerce, «il faut à présent également que les Iraniens se débarrassent de leur idéologie socialiste et acceptent la hausse inévitable du prix des produits subventionnés.» A l'idée de ce mouvement de libéralisation, Monsieur Zaribaf se renfrogne. Convaincu de la justesse de son utopie, il regrette aujourd'hui cette progression libérale de l'économie iranienne, car pour lui, elle aigüera les appétits et l'universelle avidité de l'homme et l'éloignera donc de la parole coranique. «L'Islam préfère la promotion de la justice à celle de la liberté, qui n'est, pour lui, que l'obéissance à Dieu», tranche indiscutablement Monsieur Zaribaf. Fort d'une autre interprétation du Coran, Kamal Athari, le conseiller auprès du Parlement ne le voit lui guère ainsi. Il pense au contraire que l'Islam chiite, cette branche de l'Islam qui déclare descendre du gendre de Mohammed, Ali, auquel le pouvoir a été usurpé au 7^e siècle et s'est fondée en opposition à l'Islam sunnite majoritaire, encourage l'émancipation individuelle et donc, la liberté d'entreprendre. Si dans le monde arabo-musulman, les systèmes économiques ont généralement été menés de mains de fer, en étouffant la créativité individuelle, ainsi que le déplore le grand connaisseur du Moyen-Orient, Bernard Lewis, Kamal Athari est persuadé que l'Iran chiite sera capable de démontrer le contraire, en redécouvrant dans le Coran, le vocabulaire de cette liberté individuelle, si nécessaire au développement économique... Un autre rêve utopique ?

LAURENCE D'HONDT ■